

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

**DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

SAINT-BRIEUC, le 29 NOV. 1999

Bureau de l'Aménagement
et de l'Environnement

Le Préfet des Côtes d'Armor

à

Monsieur le Maire
Mairie

22410 LANTIC

Référence à rappeler

D.C.L.E./4/DLB

☎ : 02.96.62.44.37

☎ : 02.96.62.43.29

OBJET - Installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

REFER - Décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, avec le texte des prescriptions applicables à l'installation, trois copies de l'arrêté préfectoral pris ce jour pour autoriser le SMITOM de Launay Lantic à poursuivre l'exploitation du Centre Technique d'Enfouissement des Déchets situé au lieu-dit « Launay » à LANTIC.

Je vous serais obligé de bien vouloir procéder aux formalités suivantes :

- 1°) - conserver aux archives de la mairie une copie de cet arrêté pour consultation éventuelle du public ;
- 2°) - remettre deux exemplaires de cette autorisation au pétitionnaire ; l'un des deux exemplaires restera affiché dans l'installation ;
- 3°) - faire afficher à la mairie pendant une durée minimum d'un mois, un extrait de cet arrêté.

Vous voudrez bien, en outre, me faire parvenir, aussitôt que possible, sur la formule ci-jointe, un certificat constatant l'accomplissement de ces formalités.

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché Chef de Bureau

Signé : Christian RAYMOND

copie transmise à :

- M le D.D.A.S.S. Service Santé Environnement

- M. le DDAF - P.J. 1

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES
ET SOCIALES

A R R E T E

**Centre Technique d'enfouissement des déchets
Modification de l'autorisation initiale**

LE PREFET
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU Le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU La loi N° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU La loi n° 76.663 du 19 juillet modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU La loi N° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU Le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application,
- VU Le décret N° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées,
- Vu L'arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage des déchets ménagers et assimilés,
- VU L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU L'arrêté d'approbation du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés en date du 9 Juillet 1996,
- VU Les arrêtés préfectoraux du 9 novembre 1979 et du 9 juin 1987, 14 Mars 1997 relatifs aux autorisations d'exploitation accordées à M. le Président du SMITOM de Launay Lantic, pour exploiter une usine de traitement d'ordures ménagères à LANTIC,



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

- VU La demande du SMITOM de Launay Lantic en date du 2 Novembre 1999, et les plans et documents annexés à cette demande, pour recevoir les vases extraites du port de BINIC,
- VU L'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 19 Novembre 1999,
- SUR Proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

A R R E T E

Les autorisations susvisées sont modifiées ainsi qu'il suit :

Article 1 : Gestion des déchets.

La gestion des vases extaites du port de BINIC se fera conformément aux documents joints à la demande susvisée.

Article 2: Gestion des eaux.

Les prescriptions des arrêtés d'autorisation susvisés relatives à la gestion des eaux et au contrôle de leur qualité sont complétées ainsi qu'il suit :

"L'eau de ruissellement du casier recevant les vases sera stockée puis sera évacuée par pompages vers les lagunes du CTED, la teneur en chlorures des rejets ne devra pas dépasser 200mg/l.

Un suivi du TBT sera fait sur les eaux de bassin de stockage et sur le rejet après lagunes. Une première série d'analyses sera réalisée dans le 1er mois deux autres à 6 mois d'intervalle. La nécessité de poursuivre ces suivis sera examinée au vu des résultats au bout d'un an."

ARTICLE 3 :

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LANTIC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du SMITOM du secteur de Launay-Lantic.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de Lantic,
Le Président du SMITOM de Launay Lantic,
L'Ingénieur Sanitaire, Inspecteur des installations classées,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à M. le Président du SMITOM pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

ST-BRIEUC, le 29 NOV. 1999

LE PREFET,

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché, Chef de Bureau

Signé : Jacques BARTHELEMY

Christian RAYMOND